Mardi 8 mai 1979 – No 1087

BP 61, 75861 Paris cédex 18 CCP 30 226 72 D La Source 1,70 F

l'humanité rouge

Organe central du Parti communiste marxiste-léniniste

Ce qui va se jouer au 38e congrès de la CFDT

C'EST ce mardi que s'ouvre le 38e congrès de la CFDT. Dans une période ou gouvernement et patronat développent une offensive de grande envergure contre les travailleurs et les acquis de leurs luttes passées et un an après l'échec de l'Union de la gauche aux législatives de 1978, ce congrès est évidemment d'une grande importance.

Ceci d'autant plus que la CFDT est, après la CGT, l'un des deux syndicats auxquels leur passé respectif valent de porter les espoirs de la classe ouvrière dans son affrontement quotidien avec le patronat et son gouvernement.

Pour la CFDT, ce passé, c'est essentiellement celui des dix dernières années, celles d'après Mai 68.

La CFDT apparaissait alors comme le syndicat démocratique, ouvert, non soumis aux ambitions électoralistes de quelque parti que ce soit, capable de prendre en compte certaines aspirations à la lutte ferme et résolue contre le capitalisme.

C'était Mai 68 et ses suites : le Joint français, LIP et tant d'autres luttes. C'était aussi l'immense manifestation après l'assassinat du jeune ouvrier Pierre Overney par un vigile de Renault (ni le PCF ni la CGT n'y avaient appelé).

C'est dans ces années-là que la CFDT vit d'ailleurs grossir ses rangs et son influence, en relation directe avec ces manifestations d'un syndicalisme démocratique et de lutte.

Mais qu'en est-il aujourd'hui ? Et quels sont les enjeux de ce 38e congrès ?

On parle beaucoup de recentrage. Ce sont d'ailleurs les dirigeants cédétistes eux-mêmes qui ont mis l'expression à l'honneur dès après mars 1978, lorsqu'ils répondaient, favorablement, à l'« ouverture sociale » de Giscard et s'employaient, sous couvert de « réalisme », à engager la CFDT toute entière dans un processus de concertation contractuelle à tous les niveaux.

Recentrage ? C'est sans doute Monsieur Rolant, secrétaire confédéral qui l'a défini le plus clairement : « *Durant ces dix dernières années, la CFDT s'est laissée déportée* », a-t-il dit. Il s'agit, en somme, de revenir à la situation d'avant 1968.

Et, de fait, négociations, réflexions sur une « nouvelle production », plans industriels, viennent remplacer dans les propositions et les activités de la direction confédérale action et lutte, construction du rapport de force pour faire céder les patrons.

Ce processus de recentrage est d'ailleurs amorcé depuis longtemps : des « assises du socialisme » qui avaient vu en 1974 certains dirigeants confédéraux s'engager nettement dans le sillage du PS en passant par le congrès d'Annecy, le 37e, tenu sous le signe de la classe aux « gauchistes » et du rejet de certaines positions sur les augmentations de salaire uniforme, sur les comités de grève, etc.

Démocratie et positions de lutte : ces bases, sur lesquelles s'était développée en nombre et influence la CFDT, sont jetées aux orties.

Voilà le recentrage que, sous couvert de réalisme, l'équipe Maire-Chérèque veut mener à son terme avec ce congrès ; acceptation plus ou moins ouverte de la restructuration et des licenciements dans la sidérurgie et suspension de la section d'Usinor-Dunkerque en pleine lutte : telle en est l'illustration la plus claire, sur le front principal de la lutte aujourd'hui !

(Suite page 4)

Gilles CARPENTIER

ELECTIONS EUROPEENNES

Aucun des grands partis n'en dit le véritable enjeu

Voir article page 3

Négociations Chine-Vietnam

Hanoï trahit la Charte des pays non-alignés

En qualifiant d'« *arrogantes* » les propositions chinoises de négociation entre les deux pays, le Vietnam donne de lui une image bien curieuse, en particulier aux yeux du mouvement des pays non-alignés, dont il est membre et dont il devrait théoriquement respecter les principes d'adhésion.

LE mouvement des pays non-alignés qui regroupe environ 80 pays, la plupart du tiers monde, prend pour base de sa polititique « *l'opposition à l'impérialisme et à l'hégémonisme* ». Or, la proposition chinoise ne déclare-t-elle pas : « *Aucune des deux parties ne doit rechercher l'hégémonie en Indochine, au Sud-Est asiatique ou dans les autres régions ; chacune d'elles s'oppose aux efforts tentés par un autre Etat quelconque ou par un groupe d'Etats pour s'assurer une telle hégémonie* » ?.

En toute logique, si cette proposition est « arrogante », le Vietnam devrait *aussi* qualifier d'« arrogante » la base de la politique du non-alignement.

RETRAIT DES FORCES ARMÉES ÉTRANGERES

Le mouvement des pays non-alignés s'engage à respecter scrupuleusement l'indépendance et la souveraineté de tout pays. Or, la proposition chinoise déclare : « *L'une comme l'autre partie s'abstiendra d'envoyer des forces armées stationnées à l'étranger, et les troupes déjà envoyées à l'étranger doivent se retirer dans leur propre pays* ».

Quand le Vietnam avait occupé le Cambodge et renversé son gouvernement légitime, au mois de janvier, les pays non-alignés, membres du Conseil de sécurité de l'ONU, avaient réclamé le retrait des forces armées étrangères du Cambodge. Le véto soviétique fut la seule réponse à cette demande.

Deux mois plus tard, au moment de la contre-attaque chinoise au Vietnam, les mêmes pays avaient formulé la même exigence : tout en distinguant son intervention et l'intervention du Vietnam au Laos et au Cambodge, la Chine avait pourtant voté cette résolution. Encore une fois, le véto soviétique empêchait toute solution. Aujourd'hui, le Vietnam qualifie la proposition chinoise, qui se situe dans le même esprit, d'« arrogante ».

En toute logique, on peut une fois encore se demander si ce n'est pas la politique du mouvement des non-alignés que le Vietnam refuse d'appliquer.

NON AUX BLOCS MILITAIRES

Un autre grand principe, qui a même donné son nom au mouvement des pays non-alignés, c'est le refus de la politique des blocs et de la division du monde en sphères d'influence, c'est-à-dire concrètement le refus de s'aligner derrière une superpuissance, d'accorder des bases militaires à un pays étranger, de participer à un bloc militaire dirigé par une superpuissance. Or, la proposition chinoise déclare : « *Aucune partie ne doit participer à un bloc militaire dirigé contre l'autre partie, ni fournir de bases militaires à un pays étranger, ni se livrer à partir du territoire et de bases d'autrui à des activités de menace, de subversion ou d'invasion armée contre l'autre partie ou d'autres pays* ».

Faut-il rappeler que le Vietnam est entré dans l'organisation économique des pays de l'Est, dirigée par Moscou, qu'il a signé un traité militaire avec l'URSS, qui n'est ni plus ni moins qu'un traité de soumission à cette superpuissance, qu'il a accordé aux bateaux et avions militaires russes des facilités d'ancrage et d'escales, dans les anciennes bases navales et aériennes américaines de Danang et Dalat, qu'il utilise le Cambodge comme point de départ d'opérations de représailles contre la Thaïlande, et que Moscou a installé au Vietnam, le long de la frontière chinoise, des bases de lancement de missiles ?

Toutes ces mesures prises par Hanoï sont en contradiction flagrante avec l'esprit et la lettre du mouvement des pays non-alignés : elles précipitent le Vietnam dans le bloc soviétique et l'orientent dans une politique d'agression. Et les propositions de négociation de Pékin, jugées « *arrogantes* » par Hanoï ne sont finalement que les principes de base auxquels ont adhéré les pays non-alignés.

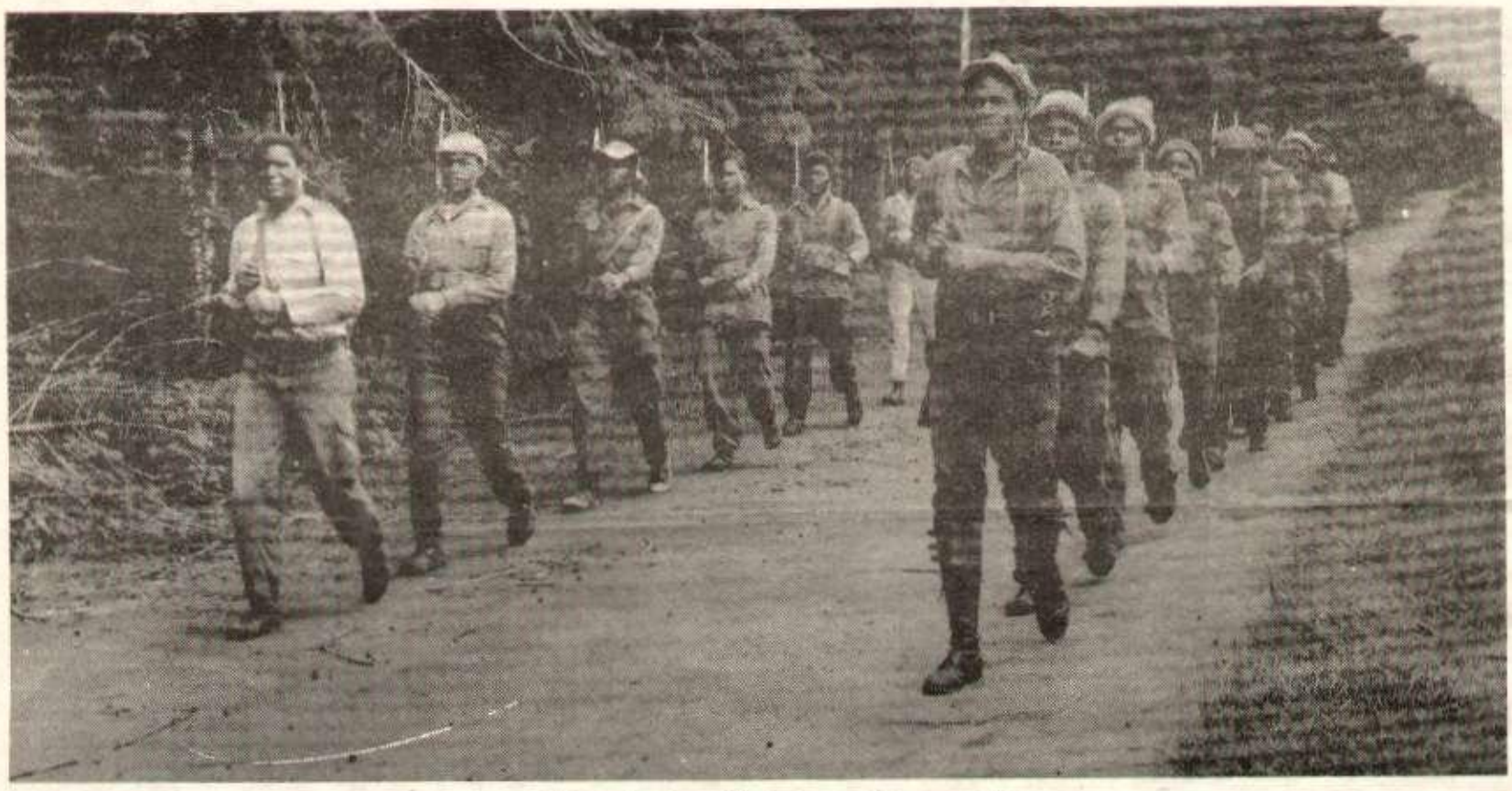
Le Vietnam peut-il encore se réclamer de ce mouvement ? C'est la question que peuvent se poser les pays membres...

Claude LIRIA

38e CONGRES DE LA CFDT

Les pièges de la pratique syndicale recentrée

Voir pages 4 et 5



Des guérilleros zimbabwe (Photo Agence Chine nouvelle)

Interview de Justin Nyoka, journaliste zimbabwéen (1)

Dans les zones libérées du Zimbabwe

Propos recueillis par Évelyne LE GUEN

Justin Nyoka est un journaliste zimbabwe qui, suite à des menaces de mort, a quitté Salisbury en août dernier. La presse occidentale avait alors parlé d'enlèvement de la part des nationalistes. Justin Nyoka était bien avec les nationalistes de la ZANU, mais en visite dans les territoires libérés sous la protection de la ZANLA, l'armée de la ZANU. Nous avons pu obtenir une interview de ce journaliste qui nous raconte ce qu'il a vu dans les territoires libérés.

– ELG : Comment ont été constituées ces zones libérées ?

Justin NYOKA : Ce qu'il faut voir c'est que tout a commencé dans les zones tribales. C'est là que la ZANLA a pu mobiliser les gens car c'est là que sont concentrés les Africains et c'est là qu'il y avait le plus de revendications. C'est ainsi qu'on a pu gagner des gens qui sont vraiment devenus favorables à la révolution. C'est alors que le régime de Smith a réagi : il est entré dans ces zones, a enlevé les gens et les a envoyés dans des camps de concentration. Ainsi, ces zones sont devenues désertes et interdites. Les forces de libération ont attaqué les camps de concentration et ramené les gens dans leurs zones. Tout cela a commencé il y a trois ans, mais ça continue toujours. La ZANLA a agi de façon à ce qu'elle puisse contrôler les zones désertes, mais aussi de façon à ce que les forces avancent vers les villes. Les zones laissées derrière sont libérées et les forces ennemies ne peuvent plus y aller, l'administration est maintenant celle des forces de libération.

Dans d'autres zones, la situation est différente. Les forces de libération sont arrivées du Mozambique, ont utilisé toujours les mêmes méthodes, c'est-à-dire politiser le peuple, gagner sa confiance. Alors elles demandent aux gens de ne plus payer leurs taxes de scolarité, les impôts, de refuser de faire tout ce que le régime leur demande.

– ELG : Une fois que les territoires sont libérés, que fait la ZANU ?

J. N : Une fois les territoires libérés, les forces de libération créent des écoles, des dispensaires, travaillent avec les paysans, refont l'infrastructure, les ponts, les routes. Dans ces régions, l'administration est complètement dans les mains des forces de libération et des Comité populaires. Ces comités sont responsables de la gestion des affaires courantes. Le président est élu par le peuple. Il y a également un président pour la santé, un pour l'éducation, un pour l'agriculture et un chargé du ravitaillement.

Il n'y a pas de banque dans les zones libérées alors pour faire du commerce, les gens font du troc.

Maintenant, ce qu'essaient de faire les forces de libération, c'est de monter des industries. Déjà, des gens ont été envoyés à l'étranger pour apprendre la mécanique, l'électricité, etc. En fait, dans les zones rurales, le régime de Smith n'a jamais installé d'industries, la ZANU est la première à le faire.

Le travail, dans les zones libérées, se fait sur deux bases : le travail en petites entreprises privées et le travail collectif. Par exemple, tu vas voir ton champ et toute ta famille va y travailler, mais à côté de ça les gens vont tous ensemble travailler sur d'autres champs où les produits seront pour les forces de libération. Les gens aussi vont tous ensemble prendre le bétail des fermiers réactionnaires blancs. On dit alors que « le bétail a été libéré ». C'est collectivement que sont utilisé la viande et le lait.

– ELG : Justement, est-ce que les rapports avec les fermiers blancs sont toujours des rapports de ce type ?

J.N. : Non. Il y a des fermiers blancs qui coopèrent avec la lutte. Je leur ai demandé quelles étaient leurs motivations. En fait, il le faisait plus par nécessité pour leur survie future que par conviction. Mais, et c'est important, c'est vrai qu'ils coopèrent. Par exemple, il est évident que la ZANLA n'aurait pas pu travailler dans un champ de 4 500 acres comme elle l'a fait en utilisant les bœufs et la charrue, mais en fait ce qui arrive, je le sais parce que je l'ai vu, c'est que deux fermiers blancs ont apporté leurs tracteurs et ont labouré. C'est un aspect qui est très intéressant. On peut se demander quelles sont leurs motivations mais il faut voir qu'en fait maintenant ces fermiers sont sous la protection de la ZANLA et qu'ils n'ont plus aucun contact avec les forces rhodésiennes de Smith.

– ELG : Beaucoup de blancs ont fui le pays des derniers mois. Pouvez-vous nous apporter des information sur ce point ?

J.N. : Nous ne savons que ce que le régime publie. Au mois de décembre dernier, le chiffre officiel du nombre de départs était de 3 000. Ils ont commencé à 900 puis 1 000, 2 000, 3 000. Il y a un mois, le régime a dit que seules 500 personnes étaient parties mais je ne le crois pas étant donné que la guerre s'intensifie.

La ZANU n'est pas raciste, elle est contre le racisme. N'importe qui peut entrer au Zimbabwe tant qu'il n'estime pas que sa couleur de peau le rend supérieur et qu'il doit en obtenir des privilèges. J'ai dit à de nombreux comités de soutien que le temps viendra où vous serez appelés à venir au Zimbabwe pour nous aider car nous manquerons de gens qualifiés. Le régime de Smith a empêché les Africains de recevoir une qualification. Ces emplois étaient réservés aux blancs. Il existe le danger d'une grande émigration, d'une fuite des gens qualifiés. Nous voulons l'empêcher. Nous savons qu'il y a des bons et des mauvais qui quittent le pays. Nous espérons que seuls les mauvais partiront. On pourra toujours les remplacer par des bons plus tard.

Cette émigration continuelle des blancs, ça démoralise le régime.

A suivre

URSS

Le mythe du plein emploi

Y a-t-il plein emploi en URSS ? Les dirigeants du PCF l'affirment sans hésiter, en reprenant à leur compte la propagande soviétique. Et ils en concluent au « bilan globalement positif du socialisme en URSS ». Et pourtant ? S'il n'y a pas de chômage en URSS, à quoi servent donc les petites annonces offrant des emplois ? Et à quoi servent aussi les bureaux de chômage appelés pudiquement *« Offices d'informations »*

LE fait est là : il y a des chômeurs en Union soviétique. Le cas des membres fondateurs des « syndicats indépendants », comme Klebanov, est révélateur : ils ont été licenciés pour des raisons politiques : ils avaient osé faire des critiques et n'ont pas retrouvé de travail après. Ainsi, les patrons — pardon ! — les directeurs d'entreprise ont le droit de licencier avec l'accord du syndicat qui est généralement de mèche avec eux.

De fait, la mobilité de la main-d'œuvre est grande en URSS. Les ouvriers quittent fréquemment leur usine, soit qu'ils sont licenciés, soit qu'ils en ont marre de l'exploitation dans leur usine. Selon les statistiques officielles, 20 % des travailleurs quittent leur entreprise chaque année. Les autorités soviétiques n'arrêtent pas de s'en plaindre — cela nuit à la production et à leurs bénéfices. Mais cette mobilité de la main-d'œuvre est un fait réel.

Et une fois à la porte de leur usine, les travailleurs se retrouvent chômeurs — pardon ! — demandeurs d'emploi. Selon des statistiques établies en 1973 pour le Kazakhstan et portant uniquement sur les chômeurs qui se sont adressés au *bureau de placement*, 30,3 % d'entre eux restent chômeurs de 15 jours à un mois, 20,4 % de un mois à un an et 5,2 % plus d'un an.

Et si le chômeur ne s'adresse pas au bureau de placement, il reste encore plus longtemps sans travail. Les autorités du Kazakhstan ont, par exemple, calculé que ce bureau a permis d'économiser, en 1973, 860 000 journées-travail, c'est-à-dire l'équivalent de 3 000 chômeurs pendant une année entière.

On sait également que le nombre des chômeurs qui se sont adressés au bureau de placement est en augmentation constante.

De 34 000 en 1969, il est passé à 165 200 en 1973. On peut donc parler d'une augmentation du chômage. Est-ce là « globalement positif ».

Certes, le chômage frappe inégalement les différentes régions de l'URSS. Si, pour la Russie occidentale et la Sibérie, les autorités parlent d'une pénurie de main-d'œuvre, le chômage est important dans les régions périphériques où vivent les minorités nationales, au Tadjikistan, en Turkménie, en Azerbaïdjan, en Arménie, au Kazakhstan et en Moldavie.

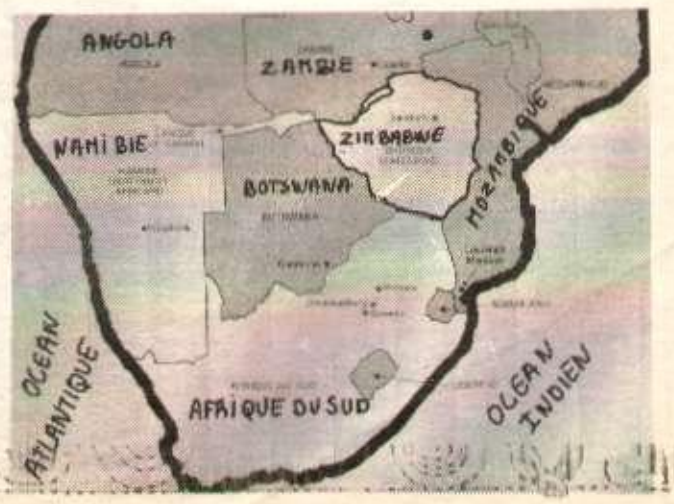
La raison en est que ces régions sont défavorisées dans les plans de développement : c'est la Russie proprement dite qui a la plus grosse part du gâteau de l'industrialisation. Un exemple : les Républiques d'Asie centrale produisent beaucoup de coton, mais celui-ci n'est pas traité sur place, mais expédié directement en Russie. Tant pis pour les minorités nationales. L'industrie n'est pas pour elles. Pour elles, le chômage !

Le chômage frappe aussi beaucoup les femmes. En effet, la priorité est donnée dans le plan à la construction de grosses entreprises d'industrie lourde où les femmes ne sont pas embauchées...

Les statistiques officielles ne mentionnent jamais explicitement le chômage. Ce n'est guère surprenant : avouer l'existence du chômage porterait un coup trop dur au « prestige » déjà terne de l'URSS. Aussi beaucoup de chômeurs réels sont-ils quand même enregistrés comme travaillant sur un petit lopin de terre à eux.

Mais les faits sont têtus. Et ceux dont on a connaissance prouvent que le chômage est en URSS une réalité aussi incontestable que dans les pays capitalistes occidentaux.

Jean SCHUBERT



La solidarité financière avec les sidérurgistes

Agir en masse

De notre correspondant du Nord.

C'est vendredi dernier, alors que plusieurs dizaines de sidérurgistes de Denain, Longwy, Fos, Dunkerque et Hagondange, étaient à nouveau « montés » à Paris, que le bureau confédéral de la CGT a annoncé la création d'un « *Fonds national de soutien à la lutte des sidérurgistes* ». Il faut, a-t-il déclaré, à l'adresse de toutes les organisations du syndicat, « *organiser pratiquement et à grande échelle la solidarité financière et matérielle indispensable et impulser les plus grandes initiatives unitaires possibles dans ce but. Les sidérurgistes et leurs enfants, leurs familles, ne doivent pas manquer du nécessaire pour leur lutte. Il faut déjouer les calculs du patronat et du gouvernement. à cet égard* ». Cette initiative qui vient un peu tard, certes, répond à un besoin pressant. Il urge d'agir en masse pour développer la solidarité financière comme notre parti l'avait proposé dès février.

IL n'est jamais trop tard pour bien faire, dit le proverbe. Pourtant, qu'on nous permette de juger tardive, oui, bien tardive cette initiative. Il y a près de trois mois, à la veille de la grande journée de manifestation du 16 février, nous écrivions : « *Ceux de Denain ont perdu beaucoup avec leurs multiples débrayages légitimes, n'ont-ils pas aujourd'hui le plus grand besoin de notre solidarité financière. Ici aussi, nous sommes prêts.* » (HR du 15 février 1979). Quelques jours plus tard, nous lancions un appel pressant à l'intersyndicale de Denain pour que soit lancé un large mouvement populaire de solidarité pour des combattants d'Usinor en parlant de « *collectes, campagnes de souscription et fonds de soutien* ».

DES LE DÉBUT DE LA LUTTE IL FALLAIT AGIR

Malheureusement, notre appel ne fut pas entendu et les travailleurs de Denain ne pouvaient compenser leur perte de salaire pour fait de grève, ce qui ne manqua pas de freiner la lutte.

Qui pourrait dire que notre Parti n'avait pas raison ? Nous savons bien que la lutte est dure et que la grève produit des répercussions douloureuses pour toutes ces familles de travailleurs où seul le père rapporte une paie à la maison. Le repas du soir est parfois supprimé : un bol de café au lait et des tartines le remplace. Pour briser ces entraves, il fallait, dès le début de la lutte, dès l'annonce des licenciements, oui, dès le 12 décembre dernier, lancer un grand fonds national de soutien en faisant appel à la fraternelle solidarité nationale et internationale des travailleurs. La solidarité financière est une tradition du mouvement ouvrier. L'histoire du mouvement ouvrier n'est-elle pas là pour nous apprendre qu'en ce domaine, chaque jour perdu est une aide fournie au patron ?

Lors de la grande grève des mineurs d'octobre-novembre 1948, la solidarité financière a été lancée dès le premier jour, le 4 octobre, et déjà, le dimanche suivant, après seulement une semaine de grève, avait lieu la première journée de collecte au profit des mineurs.

Dans toutes les entreprises du pays, la CGT appelait à la création de « *larges comités de solidarité* » rassemblant tous les travailleurs sans distinction d'appartenance syndicale, politique ou de nationalité. Un dirigeant de la CGT d'alors rapportait « *La solidarité a été organisée dès le premier jour par une commission centrale, des commissions à la base des syndicats, puis des services et la bonne volonté de tous. Voilà notre appareil qui a été mis en place dès le premier jour de la grève* ».

Ainsi, chaque localité, cité, quartier étaient découpés en « secteurs de collectage » où les maisons sont systématiquement visitées. Les municipalités du PCF votent des secours aux mineurs. Les collectes sont effectuées partout aux portes des entreprises, sur les marchés et braderies, dans les centres-villes les samedis après-midi... Les caisses de grève sont contrôlées par les mineurs qui décident de la répartition des collectes.

UNE BATAILLE DE MASSE

Voilà ce que nous dit l'histoire de la classe ouvrière. Oui, il y a, nous en sommes convaincus, d'excellentes leçons à en tirer pour nos combats actuels.

Selon nous, la solidarité financière avec les sidérurgistes doit être une bataille de masse dans l'ensemble du pays. On ne peut réduire cette solidarité à un compte-chèque postal où l'on envoie de l'argent. Partout où cela est possible, les travailleurs doivent être réunis pour qu'ils prennent en main eux-mêmes cette bataille (collecte « à grande échelle » dans leur entreprise, leur quartier), pour qu'ils discutent de l'aide à apporter aux combattants d'Usinor, de Longwy et Denain et s'unissent autour de sidérurgistes.

Non, les maîtres de forges ne doivent pas crier victoire.

Rémi DAINVILLE

Etchegarray «la menace»

Dans sa conférence de presse donnée à Paris le 4 mai, le secrétaire confédéral de la CGT, Henri Krasucki, a notamment déclaré « *porter l'action au niveau le plus élevé possible* » car « *les directions d'Usinor-Longwy et Denain sont passées à l'exécution de décisions, il ne s'agit plus seulement de menaces* »...

Holà, Krasucki, réveille-toi ! Depuis l'annonce des licenciements et liquidation, le 12 décembre dernier, tout le monde, tous les sidérurgistes savaient pertinemment que Etchegarray ne se contentait pas « *seulement* » de lancer des « *menaces* ». Il avait déjà décidé. Tout était déjà décidé. Et l'exécution commençait.

Il n'y a que Krasucki, semble-t-il, qui ait crû qu'il s'agissait « *seulement* » d'une bonne blague de ce sacré père Fouettard nommé Etchegarray. Tant il est vrai que, depuis cinq mois maintenant, les sidérurgistes n'arrêtent pas de rire aux éclats.

R. D.

ELECTIONS EUROPEENNES

Aucun des grands partis n'en dit le véritable enjeu

Vendredi avait lieu à la télévision française la première émission de la campagne européenne, mettant aux prises les grands ténors politiques, Simone Veil, Mitterrand, Chirac et Marchais. Durant le week-end, les différentes formations ont poursuivi leurs prestations. Tandis que Simone Veil réunissait les cadres UDF, Chirac discourait à Nantes, Chaban-Delmas, président de l'Assemblée nationale, était, lui, à Strasbourg, Poher, président du Sénat à Pacy-sur-Eure. Les socialistes sarrois, lorrains et luxembourgeois se réunissaient au siège de l'Assemblée européenne et le PCF profitait d'une manifestation contre des fermetures de gares et des licenciements de cheminots pour mettre en accusation une fois de plus l'Europe. Décidément, la campagne pour les élections européennes est bel et bien engagée et vendredi soir, les leaders des grands partis ont largement fait connaître leur stratégie.

CE n'est pas l'émission télévisée de vendredi soir qui aura permis aux télespectateurs d'éclaircir les véritables enjeux du scrutin du 10 juin. Des enjeux, comme des Europe, il y en avait quatre ce soir-là, c'est-à-dire autant que de grandes formations politiques concurrentes.

Pour Simone Veil, « *l'Europe, c'est la chance de la France, des Français, de nos enfants* » et ni plus ni moins que la condition et la possibilité de progrès sociaux sans précédent pour les travailleurs. Comment croire de telles déclarations quand on constate que si le gouvernement Giscard-Barre fait de l'Europe la chance des monopoles de pointe français, c'est au détriment des travailleurs des villes et des campagnes.

Le gouvernement dont Mme Veil n'est sortie que pour les besoins de la campagne électorale réserve licenciements aux ouvriers et liquidation aux petits paysans. Par contre, si Mme Veil parle de l'Europe comme de « *la chance de maintenir un ilôt de paix* » on peut remarquer qu'elle n'a fait qu'une timide allusion « *aux deux blocs* », à l'URSS et aux USA dont la rivalité menace cette paix. C'est bien dans la logique gouvernementale et présidentielle qui consiste à cacher systématiquement aux Français la gravité de la situation mondiale actuelle.

PARTI SOCIALISTE : LE VENT EN POUPE

François Mitterrand, partisan lui aussi de l'élargissement et de la poursuite de la construction de l'Union européenne où les partis socialistes vont avoir un poids considérable, les a assortis de quelques clauses destinées à rassurer les petits paysans du Sud-Ouest. Attribuant à juste titre, il est vrai, l'aggravation du chômage non à l'Europe en tant que telle, mais à la politique gouvernementale il a déclaré : « *Il faut un gouvernement qui s'accroche, lutte et impose d'autres solutions que celles désirées par le capitalisme* ». Comme si lui, Mitterrand, pouvait servir un autre projet que la gestion du grand capital.

Quant à Chirac et à Marchais, il ont centré leurs interventions sur le prétendu « *abandon de souveraineté nationale* » et sur le danger que représenterait d'après eux l'Allemagne pour la France, se prononçant d'autre part contre l'élargissement. Sans conteste, c'est Georges Marchais qui est allé le plus loin dans la dénonciation du soi-disant danger allemand allant jusqu'à se féliciter à ce sujet : « *Heureusement que nous avons la force de frappe* »

CONCLUSION

De ces quatre grands ténors, qui ont aussi passé beaucoup de leur temps d'émission à se livrer à des querelles dont l'objectif électoraliste était évident, aucun n'a dit la vérité sur l'enjeu des élections européennes. Aucun n'a réellement souligné la gravité de la situation internationale et le véritable danger contre lequel la construction de l'Europe peut constituer un facteur favorable : l'URSS.

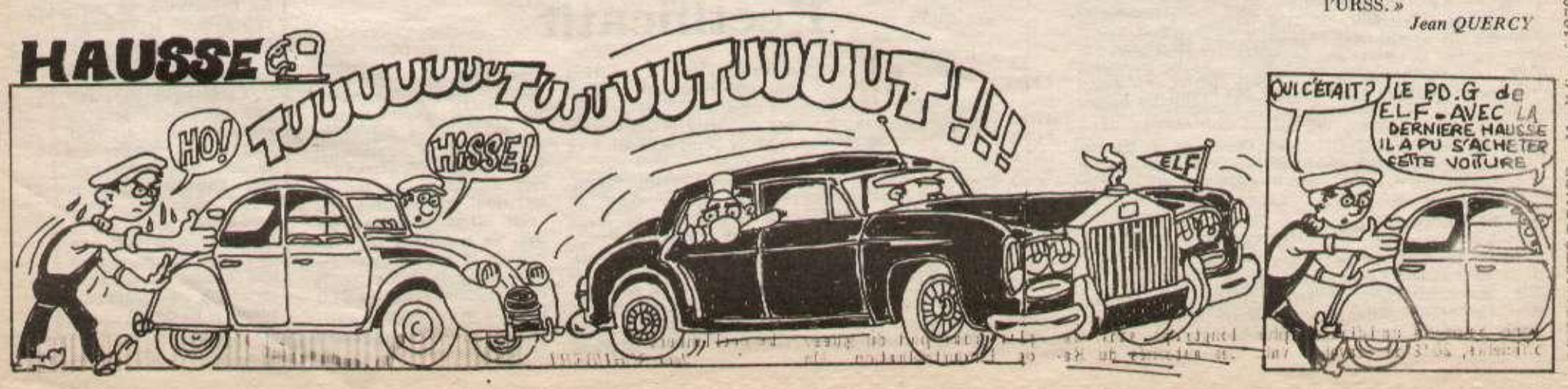
Aucun n'a souligné la nécessité pour notre classe ouvrière et notre peuple de lutter *contre le patronat et le gouvernement Giscard-Barre* pour empêcher les licenciements des travailleurs, notamment dans la sidérurgie et la liquidation de la petite paysannerie.

Si l'on ne doit pas s'en étonner de la part des représentants de la majorité ou d'un vieux politicien bourgeois comme Mitterrand, par contre, n'est-il pas déplorable de constater le rôle joué par Marchais, secrétaire général d'un parti qui prétend défendre les intérêts des travailleurs. Est-ce défendre les travailleurs que de faire diversion en prenant comme bouc émissaire l'Allemagne au lieu de faire apparaître clairement le danger que fait courir la recherche de l'hégémonie par l'URSS ; en rendant l'Europe responsable de tous les maux au lieu de mobiliser les travailleurs contre le patronat et le gouvernement Giscard-Barre.

Pour notre part, nous aurons l'occasion de revenir sur ces questions pour expliquer largement le véritable enjeu des élections du 10 juin, pour éclairer les travailleurs sur les véritables ennemis qu'ils ont à affronter et combattre toutes les manœuvres démagogiques et de diversion. Nous rappelons qu'aucune liste n'œuvrant dans ce sens et nous-mêmes n'ayant pas les possibilités financières d'en présenter une le 10 juin, nous appellerons à voter blanc ou nul en inscrivant sur le bulletin les mots d'ordre qui se trouvent à la fin de la résolution de la Ve session du Comité central du Parti communiste marxiste-léniniste :

- Contre la politique de restructuration, d'oppression des masses populaires, des bourgeoisies européennes ;
- Contre la liquidation accélérée de la petite production agricole ;
- Pour l'union des peuples et pays européens contre la politique d'hégémonie des deux superpuissances, notamment de l'URSS. »

Jean QUERCY



DANS L'ACTUALITE

Raymond Boutons à Grenoble

Renforcer la lutte face aux menaces de lock-out

RAYMOND BOUTONS est une des plus vieille entreprises de Grenoble où les patrons, la famille Raymond, se succèdent de père en fils depuis près de cent ans. Les 600 salariés, dont 430 dans les ateliers, fabriquent de petites pièces métalliques et plastiques notamment pour l'automobile (agraphes, boutons-pressions, etc) Ce patronat de droit divin est bien connu à Grenoble pour sa politique antisociale. L'atelier des presses, dit ateliers des hommes, vient de boucler sa deuxième semaine de grève.

HR : Pourquoi cette grève ?

— Les travailleurs sont mécontents, en particulier de l'anarchie des salaires et des qualifications et depuis longtemps... Le patron a toujours fait la sourde oreille. En avril, il n'a pas répondu à deux lettres demandant l'ouverture de négociations et a refusé de recevoir une délégation d'une dizaine de travailleurs.

Un fait important a joué, c'est la grève de deux ateliers de femmes en avril. Après quelques débrayages, elles ont obtenu des rallonges de cinquante à cent francs. Cela a montré que la lutte paie.

HR : Quelles revendications ?

— Les travailleurs se sont unifiés sur quatre revendications principales :

— 150 F pour tous.

— Une grille cohérente de salaires (actuellement, pour une même qualification, on peut avoir dans l'atelier des écarts de près de cinq cents francs) dans d'autres ateliers, ça peut même atteindre 700 F).

— Les quarante heures immédiatement (Le patron les promet depuis longtemps).

— Embauche et promotion interne dans chaque équipe (Il manque du personnel à certains postes).

HR : Comment est menée la grève ?

— La grève est menée unitairement par la CGT et la CFDT. On vient tous les jours au début des plages obligatoires (on pratique un horaire souple avec deux plages obligatoires). Ensuite, on reste présents à notre poste un quart d'heure et puis on se met en grève, les cinquante grévistes se réunissent et font le point avec les délégués. C'est certainement la première fois depuis 1968 qu'une grève aussi dure et déterminée a lieu chez Raymond.

HR : Comment réagissent les autres travailleurs de Raymond ?

— On a le soutien et la sympathie des autres atliers. La première semaine, il y a eu des débrayages de solidarité dans plusieurs ateliers. Le vendredi 27 avril, on avait invité des travailleurs à un vin d'honneur au local syndical pour discuter. Il y a eu beaucoup de monde et ça a été très fraternel.

Une majortié pense : *« Il se battent pour eux, mais c'est important qu'ils gagnent, ça peut faire avancer nos problèmes »*. On a fait également une collecte dans l'usine le jeudi 3 mai. On a pu recueuillir 5 000 F, ce qui ne s'était jamais vu. Il y a des ateliers où les gars se sont mis d'accord pour verser tous la même somme, ça pouvait aller jusqu'à 50 F.

HR : Où en êtes vous aujourd'hui ?

— Hier, le patron a convoqué le secrétaire du comité d'entreprise pour une réunion extraordinaire du comité d'entreprise le 7 mai à 11 heures.

Il annonce qu'il va mettre en chômage technique un certain nombre de salariés. L'ADH étant en amont de la chaine de production des articles métalliques, notre grève bloque plus de la moitié de l'usine. Ce lock-out est une manœuvre de diversion destinée à diviser le personnel et à la retourner contre les grévistes.

Dans un tract distribué aujourd'hui, les syndicats appellent les travailleurs à déjouer cette manœuvre et à s'unir. Le seul responsable de la situation, c'est Raymond qui refuse de négocier.

Il préfère perdre 100 millions par semaine de grève plutôt que de satisfaire des revendications qui ne lui coûteraient que 70 000 anciens francs par semaine, soit vingt millions d'ici la fin de l'année. La semaine du 7 au 11 mai sera décisive : le patron cherche l'épreuve de force.

Pour commencer, on appelle les ouvriers à débrayer lundi pendant la réunion du comité d'entreprise. On va aussi lancer une campagne de popularisation sur le quartier et les grosses usines de l'agglomération. Face au durcissement du patron, il faut déterminer quelle doit être notre riposte. Dans un premier temps, il faut élargir la grève en y associant tous les travailleurs menacés de lock-out.

Blanchisserie de Grenelle à Issy-les-Moulineaux

Les travailleurs ont fait céder le patron

Correspondant banlieue Sud-Ouest

VENDREDI, tard dans la soirée, à l'issue d'une dure journée de négociations, le patron a cédé. Les travailleurs et leurs délégués CGT s'étaient montré intraitables sur les licenciements et le patron a dû les annuler. Il a dû aussi accepter de payer le lock-out, puisque c'est lui qui avait fermé la blanchisserie pendant une semaine au début de la lutte. Soit 600 francs. De plus, les travailleurs recevront 500 francs pour les quatre autres semaines de grève. Cette dernière proposition a été jugée insuffisante par les travailleurs qui ont décidé de poursuivre les négociations pendant le week-end (« Pour cinq semaines, c'est peu », disaient-ils). Ils ont obtenu l'augmentation de 0,84 à 1 franc de l'heure qu'ils réclamaient, répartie en trois fois, d'ici septembre.

Cette victoire, remarquable en cette période, est due à la détermination des femmes et des immigrés et à la façon exemplaire dont la lutte a été menée par le seul syndicat présent, la CGT et notamment par la grande démocratie qui a toujours été présente durant la grève : contrôle direct des travailleurs sur les négociations dont ils étaient informés tous les quarts d'heure pendant certaines séances. Tous les travailleurs donnaient leur avis, c'est ce que nous appelons la démocratie prolétarienne. Il ne faut pas oublier non plus le refus de se laisser intimider par les vigiles qui avaient été appelés par la direction.

Les affrontements qui ont eu lieu montrent que face à la violence du patron les travailleurs ont répondu comme il fallait et cela a certainement eu une importance déterminante pour la suite. A noter également le soutien des usines environnantes qui sont notamment venues aider les employés de la blanchisserie face aux vigiles.

Tout ceci a fait que les atouts s'accumulaient toujours dans le camp des travailleurs alors que la marge de manœuvre du patron s'amenuisait. Voilà pourquoi on peut parler de lutte exemplaire. C'est un exemple à suivre.

La cellule du PCML de Corentin Celton a envoyé un message aux grévistes et 200 F de soutien.

DERNIERE MINUTE : Lundi matin, les grévistes ont décidé de poursuivre la grève car ils estiment le remboursement des jours de grève insuffisant.

JB Martin à Saint-Chamond (Loire)

Les ouvriers vendent le stock de velours

J. B. Martin, près de Saint-Chamond (Loire).
On se souvient, en décembre 1978, les travailleurs de cette usine (que veut liquider le patron), massivement et efficacement appuyés par la population, réimposaient l'occupation de l'usine. Ils en avaient été expulsés par la police et des vigiles y avaient pris place. Ce week-end, ils ont procédé à la vente du stock de velours.

Section syndicale d'entreprise CFDT d'Usinor-Dunkerque

Rectificatif

La section syndicale CFDT d'Usinor-Dunkerque, invitée à la journée de solidarité organisée par le PCML à Dunkerque ne pouvait accepter en tant que telle.

C'est à titre individuel que Claude Bernard a participé au 29 avril, sachant que seraient présents de nombreux délégués ouvriers et militants CFDT.

Il est important que les choses soient claires et nous nous excusons auprès des militants de la section d'Usinor-Dunkerque ainsi que de nos lecteurs du manque de clarté et des erreurs de notre compte rendu à ce sujet.

Cela est d'autant plus important que, comme on peut le constater en lisant le dernier numéro de *Syndicalisme hebdo* (l'hebdomadaire de la CFDT), tous les moyens sont bons pour justifier la mesure prise à l'encontre de la section, de l'amalgame aux allusions financières plus que douteuses. Ainsi, par exemple, il est question dans cet article d'un pot offert soi-disant à un membre des Renseignements généraux : rien de moins. Le pot en question semble bien être celui offert pour son départ en retraite à un délégué de la section, très ancien dans la boite et le syndicalisme, évadé du STO pendant la guerre, etc.

Des « arguments » qui volent bien bas...

Ce qui va se jouer au 38e congrès de la CFDT

(Suite de la page 1)

Cela est à l'opposé des aspirations et de la pratique de nombreux militants et sections et cela se traduira dans ce congrès à l'occasion d'interventions et de votes sur les rapports, les résolutions, les amendements.

D'autres contradictions feront l'objet d'âpres luttes lors de ce congrès. Elles opposeront l'équipe sortante, Maire-Chérèque, dont il est commun de dire qu'elle est proche du courant Rocard dans le PS à de sérieux prétendants appuyés par Mitterrand lui-même et ses partisans dans le PS.

Ce courant avance d'ailleurs dans la CFDT la même thèse de *« rupture avec le capitalisme »* que Mitterrand, lors du récent congrès du PS.

Ce langage dur permet à ceux qui l'emploient de faire l'économie d'aborder de façon précise la ligne d'action *aujourd'hui* contre les licenciements, l'offensive patronale et gouvernementale ! Et en fait de rupture avec le capitalisme, il n'y a derrière que la même perspective d'une Union de la gauche portée au gouvernement par des élections à venir.

Ces deux courants, unis hier derrière la perspective de l'Union de la gauche, luttent maintenant de la même façon que dans le PS, à la différence que les rocardiens tiennent les rênes dans la CFDT. La lutte entre les deux dans ce congrès sera acharnée : l'un pour maintenir ou développer son pouvoir, l'autre pour le grignoter... ou le prendre !

Ni d'un côté, ni de l'autre ne se trouve la ligne de classe dont auraient besoin le syndicat, les travailleurs, en particulier dans la situation actuelle d'offensive patronale et gouvernementale.

Cette ligne de classe que pratiquent tant de sections, tant de militants ne triomphera ni par l'un, ni par l'autre. Tout au plus, la lutte entre les deux crée-t-elle des conditions dont il est possible de tirer parti pour des succès de la ligne de classe, au congrès lui-même et au-delà.

G.C.

DANS L'ACTUALITE

38e CONGRES DE LA CFDT

Les pièges de la pratique syndicale recentrée

Depuis plus d'un an, le recentrage est au cœur de la pratique syndicale de la direction confédérale de la CFDT. Que signifie-t-il ? Certainement pas la même chose pour les militants dans les entreprises et pour la direction, Maire, Chérèque et leurs amis. Pour les premiers, il s'agit principalement de se démarquer des partis de gauche qui ont prouvé leur inconséquence en 1978 et de revenir à des revendications immédiates. Pour les seconds, c'est développer un syndicalisme de gestion. C'est sur cette ambiguïté que Maire essaie de s'appuyer pour faire approuver les derniers accords signés. C'est aussi ce qui rendra difficiles les débats dans le congrès.

« *Le congrès de la reconstruction de l'espoir syndical* », c'est ainsi qu'Albert Mercier a défini le 38e congrès de la CFDT qui s'ouvre, mardi 8 mai, à Brest. En d'autres occasions, d'autres dirigeants ont parlé du congrès du « recentrage ». Ils parlaient tous de la même chose.

Ayant fait la critique que la CFDT s'est trop laissée entraîner derrière le programme d'Union de la gauche, c'est Maire lui-même qui avait employé ce mot, en mars 1978, après l'échec électoral. Il signifiait qu'il fallait revenir à une politique syndicale plus réaliste, plus proche des préoccupations des travailleurs, plus indépendante des partis de gauche.

LE SYNDICALISME « RECENTRÉ »

Aussitôt tirées les leçons de l'échec électoral, la direction confédérale de la CFDT a mis en application sa nouvelle orientation. Selon elle, il n'y avait plus de perspective politique pour appuyer le mouvement syndical, donc il fallait redescendre d'un coup les objectifs de la lutte revendicative. Car voilà bien là l'ambiguïté de l'analyse de la direction confédérale CFDT : d'un côté, on critique le soutien du syndicat à un projet politique au nom de la nécessaire indépendance du mouvement syndical, de l'autre on met en avant l'absence de perspective politique pour vider l'action syndicale de son contenu réellement anticapitaliste. C'est pourquoi Maire a demandé à Giscard, dès la fin mars, un entretien avec lui. Il fallait relancer la politique d'ouverture, la politique de concertation. Depuis un an, la direction confédérale ne s'est pas décentrée de cet objectif : après les rencontres à l'Elysée et à Matignon, en juillet 1978, la CFDT-Métallurgie de Chérèque se félicitait d'un premier accord contractuel de type nouveau : celui de la RAG (Revenu annuel garanti). Ainsi, la CFDT signait un accord de salaire, un accord annuel, premier exemple de ce qui se pratique depuis longtemps en Italie.

Pendant tout l'automne, les discussions se sont menées entre CNPF et syndicats sur l'indemnisation du chômage. La CFDT y a joué un rôle moteur, à tel point que Ceyrac en personne a pu se féliciter du nouveau « réalisme » de la CFDT.

L'accord finalement signé en janvier donne aux uns en retirant aux autres.

L'ANCIENNE CFTC TOUJOURS PRÉSENTE

Tout le monde s'accorde à penser que si ce recentrage est bien au centre du congrès, ce sera un congrès difficile pour la direction actuelle de la CFDT.

Au-delà des difficultés qu'entraîneront les luttes des diverses tendances du PS au sein de la confédération, la question du recentrage telle qu'elle est posée va être loin de faire l'unanimité parmi les syndicalistes présents.

Bien sûr, il y a eu de tout temps dans la CFDT un fort courant de militants qui avaient du syndicalisme une image « *à l'italienne* », c'est-à-dire où le syndicat est directement impliqué dans la gestion des entreprises, où il est consulté, où il prend part aux décisions. Idées de collaboration héritées du syndicalisme chrétien.

Mais le grand vent de Mai 1968 avait fait pénétrer massivement les conceptions de lutte anticapitalistes et la nécessité de la démocratie à la base et dans l'action.

L'autogestion restait bien au centre de la plate-forme, mais son contenu, toujours très flou, pouvait changer : certains y voyaient toujours surtout « la gestion », d'autres le pouvoir de décider à la base.

Le soutien au Programme commun a été la première reprise en main sérieuse, le premier recentrage, si on veut. La direction confédérale a essayé de reprendre en main ses troupes et le 37e congrès était celui de la chasse aux « coucous », c'est-à-dire les gauchistes, ceux qui préféraient ostensiblement les luttes à la base à la gestion.

Ce furent les premières exclusions de sections et mêmes d'unions locales.

L'ASPIRATION A L'EFFICACITÉ

L'échec de l'Union de la gauche, en développant à nouveau un profond courant de méfiance par rapport aux objectifs globaux, a donné naissance à un nouveau courant, celui qui veut privilégier l'action syndicale dans l'entreprise, l'action syndicale efficace (contre les journées d'action sans lendemain par exemple).

C'est en s'appuyant sur lui pour renforcer celui qui a toujours préféré la gestion que Maire a lancé son recentrage.

Il essaie ainsi de diviser le courant combatif et d'en rallier une partie.

C'est donc une situation très complexe qui va se faire jour pendant les travaux du congrès. Une situation qui réclamera beaucoup de vigilance de la part de tous les syndicalistes qui veulent empêcher la CFDT de devenir le plus « réaliste » des grands syndicats français.

Claire MASSON

La lutte du Joint Français en 1972. Des formes de lutte que le congrès veut enterrer définitivement

Le déroulement du congrès

DES après le 37e Congrès, le Bureau national établissait soigneusement l'ordre du jour et le règlement du prochain congrès — et le faisait avaliser par un Conseil national confédéral que Maire et ses amis savaient « sans cactus » puisque composé des représentants des appareils fédéraux et régionaux.

Le simple examen du calendrier montre à l'évidence que le Congrès est joué dès le jeudi 16 heures.

L'essentiel des débats, portant sur l'enjeu du congrès, sera ainsi clos. Les discussions sur les amendements ne constitueront plus éventuellement qu'une sorte de bataille d'arrière-garde, voire une « bataille pour se faire plaisir » et sauvegarder une façade démocratique.

Or, sur le rapport d'activité, aucune opposition n'a pu s'organiser. En 1976, six instances avaient rédigé la fameuse « contribution » : (banques, construction, bois, Hacuitex, PTT, santé, région Rhône-Alpes), autour de laquelle avaient pu se regrouper les « contestataires ».

Regroupement d'ailleurs très disparate et qui n'a vécu... que l'espace du congrès.

Maire et son clan jouent d'ailleurs sur cette absence d'opposition : « *Aucune ligne alternative à celle proposée par le Bureau national n'apparaît réellement « vendable », « sortable ». Ce à quoi on assiste, c'est plutôt à l'expression de craintes (...)* » (*Nouvelles CFDT* No 13 du 30 mars 1979).

« *Il* (Maire) *ne fera pas de cadeau* » prédit-on. Maire et son clan vont d'ailleurs profiter de l'occasion pour renforcer leur pouvoir. Ainsi ont-ils créé une nouvelle fonction, celle de secrétaire-national-adjoint confié à Chérèque, le « *dauphin aux moustaches longues* »...

Les « colonnes ouvertes » publiées — à raison de trois par semaine — dans *Syndicalisme-hebdo* — ont d'ailleurs donné le ton. Emanant des « fédéraux » ou des « régionaux » (avant tout hommes d'appareil), aucune n'a été marquée par une critique incisive de l'action et de la politique confédérale — pas plus que les conseils nationaux, composés des mêmes hommes entre les deux congrès et transformés en instances de décisions.

Quant aux aménagements proposés, leur cheminement est significatif d'une pseudo-démocratie astucieusement préservée depuis leur élaboration feutrée dans les syndicats jusqu'à leur utilisation finale.

L'équipe confédérale, à travers une commission des résolutions savamment dosée*, a su en intégrer, directement ou indirectement, près de 600. Elle en présente aux débats une quinzaine qui, ou ne présente aucun problème et pourront être aussi intégrés, ou sont suffisamment ambigus pour être garantis de ne recueillir qu'un nombre limité de mandats (ainsi notamment de l'amendement sur la « rupture préalable avec le capitalisme » présenté par les PTT, ou sur la « consommation collective » présentée par le syndicat de la métallurgie de la région parisienne).

UNE BATAILLE ACHARNÉE A PRÉVOIR

Dès lors le clivage fondamental qui oppose de fait la très grande majorité des militants de la base à la direction confédérale, c'est-à-dire la lutte entre les deux lignes — de lutte de classe face à la ligne de collaboration de classe — risque fort d'être occulté, d'être masqué par la bataille pour le pouvoir, transcription dans la CFDT de la bataille au sein du PS, avec des rapports de force interchanges, entre deux courants bourgeois. D'un côté, les tenants d'une union de la gauche, nouvelle mouture autour de Le Beller (PTT), Lhéritier (Rhônes-Alpes), Begot (banques) ; d'un autre, les rocardiens, autour de Maire, Chérèque, Lesire-Ogrel, Lichtenberger (Fédé-service-livre).

Une bataille qui sera d'ailleurs acharnée mais dont il est vraisemblable qu'elle se déroulera suivant les vieilles méthodes des sociaux-démocrates, à coups de compromis négociés dans les couloirs du congrès et qui se traduiront par un savant dosage dans les instances de direction des diverses « sensibilités »...

Joël FABIEN

*On y rencontre, encore autour de Chérèque, des personnalités bien connues pour leurs positions « responsables ».

Ordre du jour du congrès

Mardi 8 mai : Présentation du rapport général : rapport d'activité et thèmes par Maire jusqu'au
Mercredi 9 mai : Interventions.
Jeudi 10 mai : Résolution sur la charte financière ;
Déclaration sur la place des travailleuses ;
Réponses de Maire sur les interventions ;
16 h : Vote de quitus * et résultat du vote ;
Elections au Bureau national ;
Vendredi 11 mai : Résultats de ces élections ;
Résolution sur la politique d'action pour les 3 ans à venir : amendements.
14 h 30 : Résolution sur les structures et fonctionnement démocratique : amendements ;
Samedi 12 : Composition de la commission exécutive, élue par le BN ;
Politique internationale ;
13 h : Clôture du Congrès.

* Quitus : « *Acte par lequel le responsable de la gestion d'une affaire est reconnu s'en être acquitté de manière à être déchargé de toute responsabilité* » (dictionnaire Robert). Sauf qu'ici, il s'agit, de plus, d'un chèque en blanc pour l'avenir !

LES EDITIONS DU CENTENAIRE PRESENTENT

«Munich 1938 : de la capitulation à la guerre»

34 ans après la signature de l'armistice, le 8 mai 1945,la guerre menace à nouveau. Face à une telle menace, ce livre montre, faits à l'appui, que «la politique d'apaisement», celle de l'autruche est la politique du pire

Il y a 34 ans, le 8 mai 1945, les alliés remportaient la victoire contre le nazisme. La signature de l'armistice marquait la fin en Europe de la Deuxième Guerre mondiale — une guerre dont les ravages avaient sans aucun doute été largement amplifiés par la politique de capitulation des démocraties bourgeoises face au nazisme. « Munich 1938 » en témoigne : en signant, les 29 et 30 septembre 1938, avec Hitler et Mussolini, les « accords de Munich », le ministre français Daladier et le chancelier britannique Chamberlain préparaient au monde de tristes lendemains. Cette histoire vécue n'est-elle pas d'une actualité vivante à une époque où la rivalité entre les supergrands, USA et URSS, fait peser sur le monde de nouvelles menaces — des menaces qui prennent corps et se précisent à l'ombre de la « détente » — des menaces qu'il est vain d'espérer détourner,comme tentent de le faire nos gouvernants d'aujourd'hui, par une « politique d'apaisement ».

DANS quelle période, à quel moment les accords de Munich ont-ils été signés ? Depuis la prise de pouvoir par Hitler en 1933, le danger n'avait cessé de grandir : repression des masses ouvrières et des communistes allemands et italiens, assassinat du chancelier autrichien, réoccupation de la Rhénanie, soutien militaire à la rébellion de Franco en Espagne, menaces d'intervention en Autriche et en Tchécoslovaquie, etc. Dans le même temps, Mussolini envahissait l'Ethiopie et l'armée japonaise occupait la Chine.

Cependant, les démocraties bourgeoises observeront une attitude de neutralité et de non-intervention, avec bien sûr l'espoir que le réarmement de l'Allemagne se tournera contre l'Union soviétique socialiste. Le ministre anglais Halifax ne déclarait-il pas : « *Hitler est le bastion de l'Occident contre le bolchévisme* » ?

Cette attitude honteuse permit à Hitler qui représentait les gros capitalistes allemands, d'accélérer le développement économique et militaire de l'Allemagne, développement souhaité et entretenu par l'Angleterre qui y voyait le moyen de maintenir un « *équilibre des grandes puissances en Europe* » et de contenir la France, son concurrent direct. Or, en mars 1938, Hitler se sent assez fort pour lancer ses troupes contre l'Autriche et préparer minutieusement son plan d'annexion de la Tchécoslovaquie.

La France et l'Angleterre, impassibles, continuent leur politique d'« apaisement », prêtes à renier leurs engagements envers la Tchécoslovaquie et la Pologne.

Chamberlain, en particulier, persuadé que la souveraineté d'Hitler sur l'Europe de l'Est lui ouvrira la porte pour attaquer l'Union soviétique, demande à la France d'annuler les traités qui la liaient à la Tchécoslovaquie et à la Pologne. Sous la pression anglo-française, le gouvernement tchèque renonce au recours à l'aide soviétique en cas d'agression.

UN APAISEMENT QUI EST LE CONTRAIRE DE LA PAIX

Cependant, en France, en Angleterre et en Tchécoslovaquie, les masses populaires sont nombreuses à protester contre cette politique capitulationniste. Mais Chamberlain et Daladier poursuivent inlassablement leur politique de compromis et finissent par signer avec Hitler les « Accords de Munich » qui sacrifiaient la Tchécoslovaquie et reconnaissaient la souveraineté de l'Allemagne sur toute l'Europe de l'Est.

« Munich 1938. De la capitulation à la guerre ». 82 pages ; 8 F. En vente aux Herbes sauvages, 70, rue de Belleville, 75020 Paris, et dans toutes les bonnes librairies ; par correspondance à E 100, 24, rue Philippe-de-Girard, 75010 Paris (ajouter 2 F pour participation aux frais de port).

En vertu des accords qui la liaient à la Tchécoslovaquie, l'Union soviétique s'éleva contre cette agression et proposa un traité d'alliance mutuelle à la France et à l'Angleterre.

DE CAPITULATION EN CAPITULATION... JUSQU'A LA GUERRE

Mais ces derniers invoqueront de faux prétextes et refuseront l'alliance proposée. Consciente du danger que représentait l'attitude de soumission des puissances d'Europe occidentale et poussée par la nécessité de se renforcer militairement, l'Union soviétique signa avec l'Allemagne un traité de non-agression mutuelle, sans se faire d'illusion d'ailleurs sur cet engagement « moral » des fascistes allemands.

Devant les capitulations successives des gouvernements européens, Hitler exigea l'annexion de la Pologne, qu'il envahit brutalement le 3 septembre 1939, soit onze mois après la signature des Accords de Munich. La Deuxième Guerre mondiale commençait...

TIRER LES LEÇONS DE MUNICH

L'analyse politique de la période d'avant-guerre est riche d'enseignements pour la situation présente. La rivalité des Etats-Unis et de l'Union soviétique et les manœuvres de cette dernière en particulier (intervention directe en Tchécoslovaquie ou en Erythrée, interposée en Angola ou au Cambodge) accélère le danger d'une troisième guerre mondiale.

De la même façon, l'attitude de conciliation des gouvernements européens et particulièrement de la France rappelle beaucoup la politique d'apaisement de Chamberlain et Daladier 40 ans auparavant : une politique attentiste et porteuse d'illusions sur la prétendue « coexistence pacifique » garantie par une « détente » dont on cherche en vain les effets ; une politique qui laisse les peuples d'Europe désarmés face à la menace que font peser les troupes du pacte de Varsovie subordonnées aux intérêts de Moscou. Les dirigeants actuels du Kremlin engagés dans la voie du social-impérialisme et de l'hégémonisme et devenus de taille à surclasser les USA sont partis à la conquête du globe. L'histoire ne se répète pas, mais elle nous laisse de précieux enseignements. A nous d'en tirer profit. Ce livre y contribue.

E 100
PETITE BIBLIOTHEQUE CHINOISE
13 volumes parus à ce jour

- L'Impérialisme aujourd'hui
- Etudions l'économie politique
- Economie rurale en Chine
- Histoire économique des grands pays capitalistes
- Histoire de la Chine moderne (1840-1919)
- URSS. La dégénérescence
- Mao Dzedong - *De la première base rouge à la libération.*
- Zhou Enlaï - *Une vie au service du peuple et de la révolution.*
- Histoire du Mouvement communiste international (1848-1917) *Tomes 1 et 2*
- Hua Guofeng, successeur de Mao Dzedong
- Lexique politique de la Chine contemporaine
- Munich 1938. *De la capitulation à la guerre.*

40 millions pour fin juin

«Tiens, garde le reste pour le journal»

C'EST là une bien petite phrase. Mais une petite phrase qui réchauffe le cœur. C'est que les deux francs que vous donne le copain de boulot à qui on vient de vendre le dernier bimensuel vont aller dans la caisse de la souscription. Et ça, c'est important pour le journal. Mais cette banale petite phrase, elle ne vient pas toute seule, comme ça, d'un coup.

Ce copain-là, ça fait des mois que je lui parle de l'Humanité rouge, *que je discute avec lui de notre ligne politique, de nos positions : sur la nécessité de l'unité et de la solidarité de classe contre le capitalisme et son gouvernement pourri, sur le PS et le PC qui ont démoralisé la classe ouvrière avec leur programme commun et leurs magouilles politicardes, sur l'URSS qui envoie des mercenaires dans les autres pays, sur la Chine socialiste...*

Ça fait longtemps que je lui explique notre combat et qui nous sommes. Bien qu'il ne soit pas d'accord sur tout, il apprécie bien notre presse même s'il y fait des critiques.

Faut dire aussi que j'ai « bataillé » pour qu'il me l'achète le journal. Mais ne ne m'attendais pas à ce qu'il me dise cela aujourd'hui. D'ailleurs, j'aurais pas osé lui demander pour la souscription.

Aussi ça me fait rudement plaisir que le journal puisse bénéficier de ces « petits sous » et ça redonne bougrement confiance !

Liste de souscription

Total précédent	62 244,25
Bravo pour la journée de Dunkerque, M et P Paris	700,00
Un ouvrier, un vieux paysan, un employé de la SNCF de Lorient au meeting de Dunkerque	200,00
Un couple de camarades de Montpellier	1 500,00
Cellule du PCML de la Ciotat	100,00
Sur vente de calendriers à Marseille	200,00
L.Y. Soutien, Le Pecq	2 000,00
H.Y Brest	50,00
Supplément à réabonnement quotidien, JDR St Brieuc	20,00
JFG à Fougères	5,00
Supplément à réabonnement bimensuel, BP à Agen	25,00
Supplément à réabonnement quotidien, LCR à Vannes	420,00
J.F.M. à Strasbourg	50,00
Supplément à vente bimensuel à Strasbourg	78,00
Sur vente calendriers, Sarthe	70,00
Sur vente calendriers, Provence	40,00
Supplément à réabonnement quotidien à Limoges	20,00
" " bimensuel S.N Lagny	25,00
Des métallos CFDT Usinor-Dunkerque	16,00
Souscription au meeting de Dunkerque et Denain	1 292,20
" d'un camarade sur ses frais de déplacement, Isère	260,00
Comité de Parti F. Vadin à Paris	989,50
Un camarade cheminot de Paris	50,00
Nouveau total au 3 mai 1979	70 354,95

Victoire à Toulouse des forces antifascistes

LE meeting de l'Eudroite à Toulouse a été interdit mercredi soir (voir le quotidien du 3 mai), cette décision est tout à fait exceptionnelle car depuis de longues années de pouvoir maintenait et protégeait malgré toutes les protestations l'expression de ces nostalgiques du nazisme. Mais en même temps, les provocations se poursuivaient contre les forces démocratiques.

Après l'attentat détruisant complètement la salle du Sénéchal où s'exprimaient les forces démocratiques et les petits partis politiques à Toulouse, plusieurs militants antifascistes dont nos camarades Claude Mattiussi et sa femme* ont été interpellés et interrogés le 3 mai dans le cadre de l'enquête portant sur les différents attentats commis ces derniers jours. Il s'agissait par là d'intimider les militants révolutionnaires, partisans les plus actifs de la mobilisation antifasciste et une fois de plus de s'en prendre aux libertés démocratiques.

Correspondante

* Ils ont été relâchés dans la journée

Communiqué de presse de la section de Toulouse du PCML

NOTRE parti a condamné sans ambiguité les attentats provocateurs de Toulouse notamment contre la salle du Sénéchal dont les auteurs ou les inspirateurs sont à rechercher parmi ceux qui tirent les ficelles des groupes fascistes, ou parmi ceux qui ont attendu le dernier moment pour l'interdiction du meeting fasciste. En effet, ces attentats tombent à pic pour remettre en cause les libertés démocratiques. Plus de salle pour les petits partis et organisations qui utilisaient le Sénéchal, arrestations et perquisitions arbitraires.

Le PCML dénoncera sans relâche ces véritables complots contre les libertés qui entrent dans le cadre des mesures gouvernementales pour remettre en cause les droits de grève et de manifestation et qui ont pour objet de s'opposer à la montée du mouvement populaire anticapitaliste.

La direction locale du Parti communiste marxiste-léniniste élève également la plus énergique protestation après l'arrestation d'un de ses militants, Claude Mattiussi et de sa femme, ainsi que la perquisition à leur domicile le 3 mai au matin.

ECHOS *des entreprises et quartiers*

Catastrophe du *Gino*

Le PCML s'associe à la colère de la population bretonne

Section de Cornouaille

LE Parti communiste marxiste-léniniste (section de Cornouaille) s'associe à la légitime colère des marins-pêcheurs et de toute la population bretonne après la nouvelle catastrophe du Gino.

Ainsi donc, le rythme des accidents s'accélère. Mais les autorités n'ont pas l'air de s'affoler. Marc Bécam ose même parler de « chance »... Quelle chance en effet. Nous dénonçons le cynisme des pouvoirs publics qui font tout pour minimiser la catastrophe. La pollution ne se voit pas, donc elle n'existe pas. Leur seule préoccupation, c'est la saison touristique. La situation et l'avenir des travailleurs de la mer ne semblent pas peser bien lourd dans la balance : on continue à employer des produits dispersants, qui aggravent encore la pollution et on envisage même de laisser le pétrole par le fond.

La vérité, c'est que derrière cette série de catastrophes, il y a la course aux profits des monopoles nationaux et internationaux. Si notre gouvernement refuse d'adopter les mesures de sécurité qui s'imposent, c'est que cela porterait atteinte aux profits des monopoles qu'il soutient.

L'expérience de l'Amoco-Cadix l'a bien montré : seule la lutte unie de tous les travailleurs concernés est capable d'imposer aux pouvoirs publics les mesures indispensables.

Le 30 avril 1979.

REIMS

Communiqué du syndicat CGT de la construction censuré à ce jour par l'Union

8e jour de grève à la CFCE

APRES avoir procédé depuis 10 mois à 29 licenciements, la Direction de la CFCE (Compagnie française des conduites d'eau à Tinqueux) persiste à poursuivre dans cette voie en confirmant 10 licenciements.

Ces licenciements ne sont pas justifiés et ce pour les raisons suivantes :

— *Plusieurs chantiers attendent leur réalisation, l'exemple de Gueux, Faverolles, chantier gaz à Reims à Champigny...*

— *Les crédits sont débloqués pour ces chantiers.*

— *Des travailleurs intérimaires sont utilisés.*

C'est pourquoi les travailleurs de cette entreprise se sont mis en grève depuis le 23 avril pour s'opposer fermement à ces licenciements, comprenant tous des syndiqués et les élus du personnel.

Suite à diverses négociations, l'employeur accepte l'annulation des licenciements, mais prétend imposer des mutations arbitraires dans d'autres agences, avec l'intention de se débarrasser des syndiqués CGT et des élus.

Cette proposition est inacceptable.

C'est la raison pour laquelle le syndicat CGT est mandaté par les travailleurs pour poursuivre les négociations afin d'obtenir l'accord sur les points suivants :

— Annulation du projet de licenciement.

— Dans le cas de détérioration du carnet de commande, l'employeur pourra proposer par voie d'affiche des mutations au personnel volontaire.

— Arrêt du processus de licenciement du camarade Halima Salem, délégué du personnel et membre du comité d'entreprise.

Mais la direction ne répond pas, elle prétend muter sans l'accord des travailleurs... Ce qui équivaut à des licenciements...

Alors nous continuons la lutte !

La CFCE est une filiale de Pont-à-Mousson. Elle emploie 65 personnes dont une majorité de travailleurs immigrés. La grève est suivie très largement . Seule la direction et quelques syndiqués FO (dont la mise en place a été faite par le patron) travaillent.

Tenant des assemblées générales, les travailleurs ont aussi décidé d'un piquet de grève jour et nuit. Il nous appartient aujourd'hui de faire connaître la lutte, d'apporter notre soutien et d'exprimer notre solidarité face aux attaques de la bourgeoisie.

Correspondant PCML
après discussion avec le piquet de grève.

Graal (ex - Logeais-Jamin) à Rennes

1950 F par mois, ça existe encore !

Grève depuis le 19 avril

NOUS reproduisons ci-dessous le tract de la section CFDT de la Graal qui nous a été transmis par la cellule du commerce de Rennes du Parti communiste marxiste-léniniste.

« Le patron Logeais n'a pourtant pas hésité a déclaré dans *Ouest-France* le 21 avril qu'aucun salaire ne sera inférieur, après le 1er avril, à 2 500 F par mois. Encore un patron pour qui dire la vérité est d'abord au service de son profit !

Ce profit fait sur les bas salaires et les mauvaises conditions de travail, lui a quand même permis d'investir dans un nouveau dépôt dans la zone industrielle de St-Jacques (derrière le restaurant La Gaité de Redon). Un dépôt d'aspect moderne pour la clientèle, mais où les conditions d'exécution du travail ont été négligées. Le personnel n'a jamais eu d'importance pour Logeais ; seuls capital et patrimoine sont dignes d'intérêt pour lui.

Salaires minables et inégaux, mauvaises conditions de travail égalent la détermination d'une grève justifiée qui dure.

Trente trois travailleuses et travailleurs continuent d'exiger : 300 F de plus pour tous (partie au 1er avril et partie au 1er août) avec maintien de l'augmentation de décembre égale à l'indice du coût de la vie ; réduction de l'horaire hebdomadaire de 1 h 30 ; des conditions de travail admissibles (...)

Ces deux revendications exigent : l'embauche de sept chômeurs ; titularisation de tout le personnel après l'essai d'un mois (actuellement on peut avoir des embauches provisoires pendant trois ans) ; un comité d'entreprise unique à Bufferon et Graal car ce nouvel établissement qui reste sous la tutelle du même PDG (René Logeais). est d'abord le moyen de camoufler *l'évolution* et les manœuvres du capital Logeais.

Pour réduire la résistance ouvrière, le patron est spécialiste des citations au tribunal. Dans les huit premiers jours de notre grève, il a réussi à emmener les délégués et trois grévistes deux fois devant le tribunal des référés. Logeais sait bien quelle crainte les citations devant les tribunaux installent dans les familles ouvrières. Heureusement qu'il y a notre syndicat, car Logeais peut, lui, gaspiller en avocat la plus-value de notre travail.

Solidarité. Rennais, Rennaises, vous pouvez les aider à gagner. En organisant des collectes, en répondant aux sollicitations (comme l'ont fait les 4 000 manifestants du jeudi 26 avril qui ont remis 300 000 anciens francs merci !). Mais aussi en allant rendre visite à leur piquet de grève nuit et jour (derrière le restaurant de la Gaité, route de Redon).

La cellule du commerce nous signale qu'elle a remis au nom du PCML la somme de 500 F en soutien à la lutte.

Dernière minute : Une nouvelle négociation a eu lieu le 2 mai. Logeais ne propose que trois primes de 50 F (avril, mai, juin). La lutte continue.

Grève au centre de tri de Rouen

Norbert, une de plus !

De notre correspondant à Rouen

IL y avait un million de lettres déjà en retard et ce, sans grève. Manque d'effectifs, c'est flagrant ! Les syndicats réclament 50 nouveaux postes de travail. Rien ne vient. (Au 6 avril, il y avait 4 500 congés en retard, 12 000 heures compensatrices en retard).

Alors, le 6 avril, la grève

Une grève tournante, par brigade, sans préavis, soit un jour de grève par semaine par agent. Une grève faite pour faire pression sur l'administration tout en limitant les pertes de salaire. La grève dure, le courrier s'amoncelle : 5 millions de lettres disent les syndicats. Le *Figaro* local s'en donne à cœur joie mais n'en déclare qu'un million. La direction réagit rapidement, monte un tri parallèle, elle embauche pour un mois une quarantaine d'auxiliaires, limite au maximum les dépôts de courrier aux guichets, envoie du courrier sur d'autres centres, tente de faire trier le courrier dans les bureaux. Elle envoya également le tri des chèques à Rouen au centre de tri de Montparnasse.

Dure d'abord, elle est contrainte de plier un peu, elle concède 32 positions mais elle veut faire un exemple. Pour avoir appuyé malencontreusement le bouton d'arrêt de la chaine de transbordement (bouton d'ailleurs fort mal installé), elle met à pied puis licencie dans la foulée un auxiliaire qui a sept ans de service. Ce licenciement a été prononcé au vu du rapport d'un cadre et sans témoin. Alors ça repart. Mercredi soir, la brigade de transbordement, à laquelle travaille l'auxiliaire, à plus de 90 %, cadenasse les grilles ; rien ne sort, rien ne rentre. Aujourd'hui vendredi, c'est le service de jour qui est en grève.

A l'appel de la CGT-CFDT, une grève totale est prévue à partir de jeudi 0 heure en cas de non-réintégration de l'auxiliaire licencié.

Fanch LE GWENN

Menaces de licenciement chez Thomson à Montreuil

LA direction a annoncé son intention de procéder à une restructuration dont l'application serait prévue pour le 1er janvier 1980. Une nouvelle division de composants micro-ondes serait créée à l'intérieur du groupe Thomson regroupant plusieurs départements existant actuellement. Les menaces pèsent sur l'emploi des 80 salariés de DFU (Département du groupe Thomson CSF, rue Faidherbe à Montreuil). Des menaces pèsement également sur les 130 travailleurs de la SICCE, filiale du groupe rue Faidherbe aussi.

Non aux licenciements, Du travail pour tous !

Correspondant Montreuil

BLOC-NOTES

APPEL DE L'ADMINISTRATION

En raison des faibles versements qui nous sont parvenus aux mois de février, mars et avril et des échéances auxquelles nous avons à faire face, nous lançons un appel pressant aux camarades des régions et sections pour qu'ils nous fassent parvenir leurs règlements le plus vite possible.

BORDEAUX

Fête-Forum sur la liberté d'expression, sur la culture et l'argent.

Cette fête est organisée par l'Association pour la défense et l'extension des libertés (21, rue Lalande, Bordeaux-33 000. Tel : 91 87 16), le samedi 12 mai à la salle Jean Lurçat à Begles.

Présence du théâtre de l'*Héliotrope*, des *Tafurs*, du groupe *Urria*, etc. Une fête des enfants aura lieu de 14 à 18 heures.

9e *RENCONTRES THEATRALES* A SEVRES

Soixante spectacles du 26 mai au 4 juin 1979. Organisés par l'association *« Rencontres théâtrales »*. Renseignements : Tel : 605 35 11 ou 626 56 10.

VILLENEUVE D'ASQ

La situation aux Comores.

Meeting organisé par l'ASEC, le 9 mai à 21 heures à la cité scientifique de Villeneuve d'Asq.

MONTPELLIER

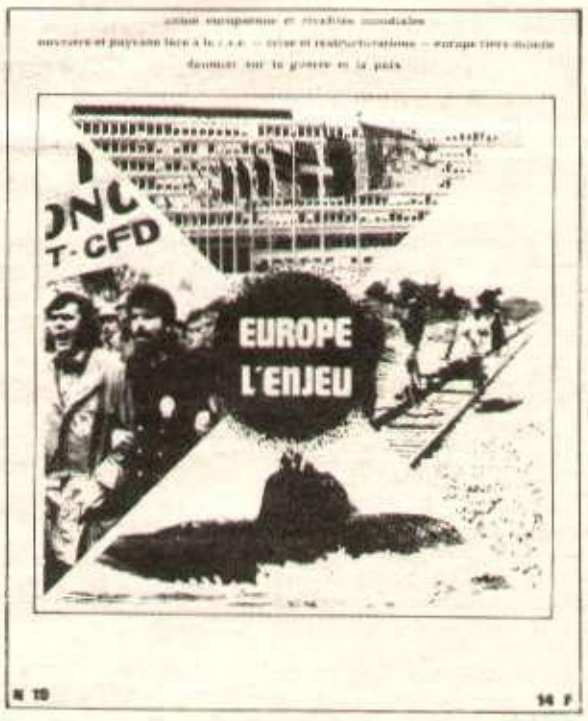
Anniversaire de l'indépendance nationale du Cambodge (Kampuchea démocratique).

Mercredi 9 mai, 20 heures 30. Salle des fêtes cité universitaire du Triolet (près de l'hôpital Guy de Chauliac).

Soirée de solidarité avec la lutte de résistance du peuple cambodgien contre l'agression et l'occupation vietnamienne organisée par le comité des patriotes du Kampuchea (Cambodge) démocratique, soutenu par l'AGEG (Gabon), l'ASEC (Comores), l'AEOM (Madagascar), l'UNECA (Centre-Afrique), l'UNEECI (Cote d'Ivoire), l'UEG (Guyane), l'AGEM (Martinique), l'UEIF-CISNU (Iran) Perspective tunisienne (El amel tounsi) et le Parti communiste marxiste-léniniste. Invité : Association France-Cambodge.

Le n° 19 de *Prolétariat* est paru

Cent pages pour comprendre l'Europe



Abonnez-vous 1 an : 52F
Soutien : 80F

Prolétariat BP 320 13213 Marseille Cedex 1 CCP 2130 89 H Marseille.

Pour adhérer au PCML ou rencontrer ses militants :

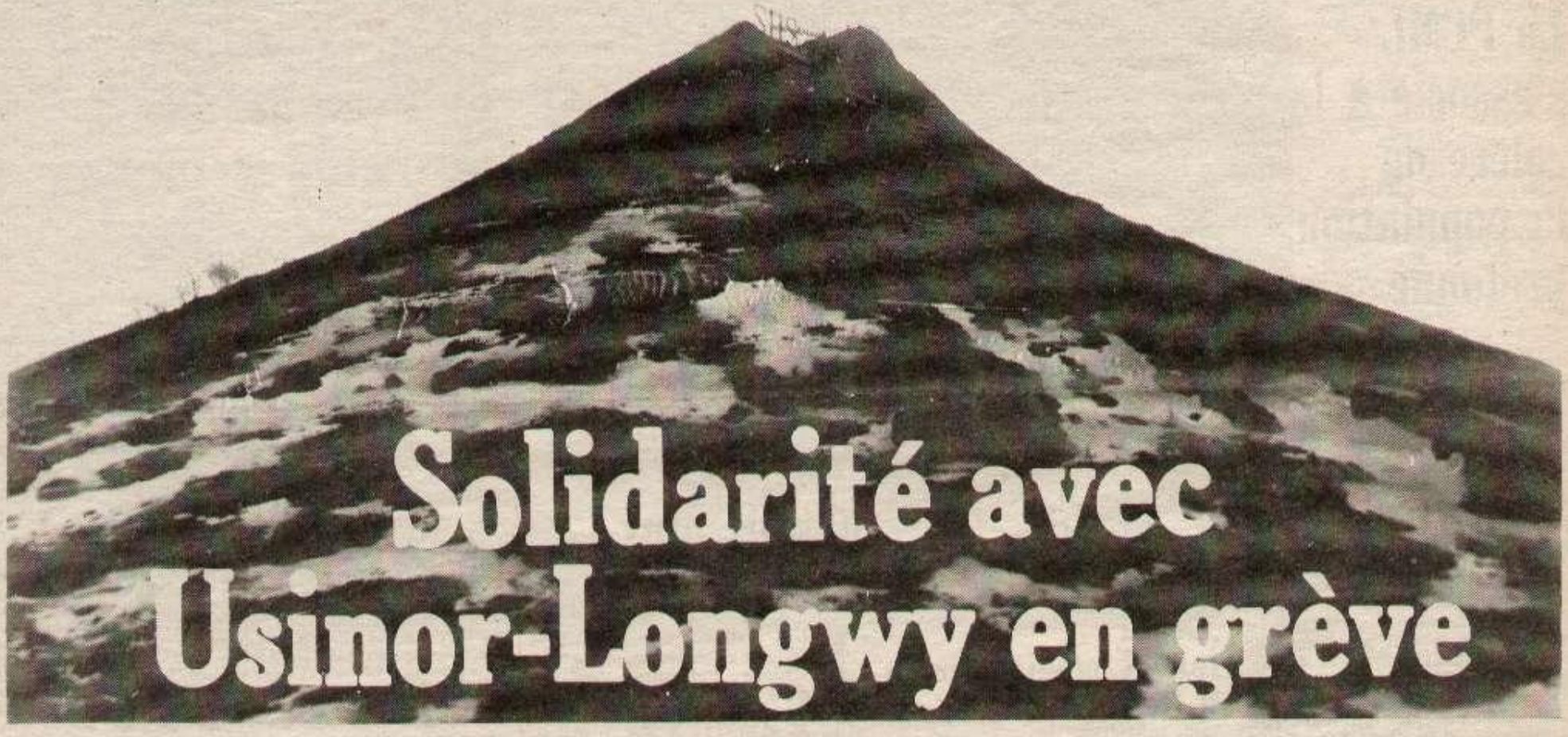
Retourner ce bulletin à l'*Humanité rouge*, boite postale 61 – Paris Cédex 18.

NOM. . . . . Prénom. . . . . .
Profession . . . . . .
Adresse complète . . . . . .

l'humanité rouge

Directeur politique : Jacques Jurquet
Rédacteur en chef : Jean Quercy
Chefs de rubrique : Intérieur : Claude Buisson
Front ouvrier : Gilles Carpentier - International : Annie Brunel
L'Humanité rouge - Pour toute correspondance :
BP : 61 75861 Paris cédex 18
CCP : 30 226-72 D La Source
Tel : 205-51-10

Directeur de publication : André Drufine
Commission paritaire No 57 952
Distribution NMPP
Imprimerie La Nouvelle
Dépôt légal 2eme trimestre 1979



Solidarité avec Usinor-Longwy en grève

(Photo HR)

Ça y est ! La grève est maintenant engagée effectivement à Longwy. CGT et CFDT appellent maintenant à l'extension de la grève sur toute l'usine où sont employés 7 500 travailleurs. Depuis vendredi, le cœur de l'usine, l'aciérie, est occupé. L'occupation des locaux est concentrée là.
Samedi des familles de sidérurgistes ont visité les locaux, des tours de garde étaient organisés. Dimanche, une opération « Portes ouvertes » était organisée. L'heure de l'épreuve de force est donc maintenant arrivée à Longwy.

LA grève a commencé le 23 avril, durant la nuit, quand la direction a annoncé la mutation de 12 travailleurs de la quatrième équipe du four Thomas qui était déjà en sous-effectif. Cette décision signifiait en fait le début du plan de démantèlement dans le cœur même de l'usine.

Spontanément, les travailleurs présents ont arrêté le travail. Le vendredi 27 avril, la direction prononçait la mise en chômage non rémunéré d'autres services. Elle essayait ainsi de créer la division parmi les travailleurs, d'opposer les travailleurs de l'aciérie à ceux des autres services en leur supprimant le salaire nécessaire à la vie des familles. Elle frappait juste car de très nombreux travailleurs se demandent comment ils pourront faire vivre leur famille s'il n'y a plus de salaire, surtout quand pèse la menace du chômage.

Agir dans l'unité de tous les sidérurgistes

C'est avec gravité que les sidérurgistes envisagent la perte de leur salaire. Une situation est ainsi créée qui nécessite absolument la discussion entre sidérurgistes, la possibilité de confronter les points de vue afin d'agir dans l'unité de tous les sidérurgistes. Il n'y a pas d'autre solution. Ou bien les travailleurs de l'aciérie acceptent la suppression de la quatrième équipe, et c'est la mise en route du processus de démantèlement, ou bien tous les sidérurgistes agissent ensemble.

La lutte engagée se mène, en fin de compte, contre la fermeture de l'usine et les licenciements. C'est donc la lutte de tous les sidérurgistes du groupe Usinor.

Organiser la solidarité financière

Mais, pour cela, il sera nécessaire que cette lutte se mène dans le respect de la démocratie prolétarienne en unissant les syndiqués des différentes organisations ainsi que les non-syndiqués.

L'organisation de la solidarité financière revêt également une énorme importance. Elle doit prendre une ampleur nationale. Voilà des milliers de sidérurgistes avec leurs familles qui ne pourront vivre que grâce à la solidarité de tous les autres travailleurs. Le patronat veut les faire lâcher en les affamant. Cette solidarité financière doit aussi s'étendre aux travailleurs des entreprises sous-traitantes d'Usinor dont les ouvriers, depuis plus d'une semaine, ne touchent plus de salaire.

Unité Français - immigrés

C'est ainsi que le patronat cherche aussi à dresser une partie de la population de Longwy contre les sidérurgistes. Pendant ce temps, les CRS sont toujours présents à Longwy où ils se sont installés depuis le début de la grève. Leur présence constitue une menace pour les sidérurgistes en grève, mais aussi pour les travailleurs immigrés du foyer Sonacotra de Longwy, dont plusieurs délégués ont été condamnés à être expulsés.

Dans les circonstances actuelles, le soutien des travailleurs français, des organisations syndicales en particulier, à la lutte des sidérurgistes immigrés du foyer Sonacotra, revêt une extrême importance. Il s'agirait d'une importante contribution à l'unité des travailleurs européens et immigrés, unité indispensable pour faire face au patronat.

A l'approche des élections au Parlement européen, on peut craindre que certains aient plus pour souci leur propagande électorale que le soutien effectif à la lutte des sidérurgistes. C'est ainsi que Georges Marchais doit venir le 22 mai à Longwy. L'affiche annonçant sa venue est dans le droit fil de la propagande chauvine menée par la direction du PCF ces derniers mois. Elle proclame *« Non à l'Europe allemande »* sur fond tricolore.

Défense de l'emploi de tous les travailleurs

Appeler les travailleurs à lutter pour la défense de « l'acier français », c'est non seulement fixer une mauvaise cible à la lutte mais c'est aussi semer la division parmi les sidérurgistes entre Français et immigrés. Qu'on nous explique ce que peut bien signifier pour un travailleur algérien de *« lutter pour l'acier français » ?*

Le seul objectif de lutte qui unit les travailleurs ne peut être que la défense de l'emploi de tous les travailleurs, Français et immigrés, contre ceux qui les exploitent : les maîtres de forges français.

Solidarité

Par ailleurs, on parle d'une marche nationale sur Longwy. Il s'agirait là, sans aucun doute, d'une initiative qui pourrait contribuer utilement à la solidarité des travailleurs envers leurs camarades de Longwy.

Car, qu'y a-t-il de mieux que de venir sur place pour discuter avec les sidérurgistes et leurs familles: voir concrètement leurs problèmes et ainsi être mieux armés ensuite pour développer la solidarité ?

Solidarité ! C'est bien le mot clé. Division, isolement, telles sont les deux armes que vont chercher à employer le patronat et le gouvernement contre ceux de Longwy.

Pierre BURNAND

Dunkerque, Denain, Longwy, solidarité !

Journée de solidarité organisée par le PCML

A FAMECK, LE 13 MAI

Pour le 13 mai à Fameck

Organiser la solidarité financière avec ceux de Longwy

L'argent sera le nerf de la guerre à Longwy. Le patronat espère que les sidérurgistes d'Usinor, privés de salaires seront contraints de céder, mis à genoux par la misère déjà grande dans de nombreux foyers. Face à cela, une seule réponse possible : l'organisation de la solidarité financière massive, dans toutes les entreprises, partout en France. Etre solidaire des sidérurgistes de Longwy signifie très concrètement aujourd'hui, les soutenir financièrement. Le rassemblement du 13 mai à Fameck devra aussi être marqué par la solidarité financière avec ceux de Longwy. Pour préparer ce rassemblement durant la semaine qui vient , organisez des collectes de soutien auprès des travailleurs de vos entreprises !

Les sommes rassemblées seront concentrées le 13 mai et transmises ce jour-là aux sidérurgistes en lutte par l'intermédiaire de leurs organisations syndicales.